ÉLECTION SÉNATORIALE - DIMANCHE 27 SEPTEMBRE 2026
COURRIER AUX GRANDES ÉLECTRICES ET AUX GRANDS ÉLECTEURS DU GARD

LA FRANCE INSOUMISE

NOUVEAU FRONT POPULAIRE



LA FRANCE INSOUMISE, LISTE CONDUITE PAR JEAN-BAPTISTE THIBAUD.

Mesdames et Messieurs les grands électrices et grands électeurs du Gard,

Vous le savez : **le 27 septembre**, vous choisirez les sénatrices et sénateurs qui représenteront le Gard pour les six prochaines années. Ce choix n'est pas un choix comme les autres. Il se joue à un moment où les communes, les intercommunalités et le Département étouffent sous des contraintes budgétaires décidées loin d'ici, et où les besoins du terrain — sécurité civile, eau, agriculture, écoles — sont chaque année un peu plus mal couverts.

Après sa percée aux élections municipales, **La France insoumise présente pour la première fois une liste dans le Gard**, conduite par **Jean-Baptiste Thibaud**, adjoint au maire du Vigan, aux côtés de **Marie-Pierre Vaselli** (conseillère municipale de Sauveterre), **Xavier Segura** (conseiller municipal de Montaren-et-Saint-Médiers), **Audrey Bonnet** (militante alésienne) et **Christophe Clément** (conseiller municipal de Sommières). Une équipe d'élus et de militants de terrain, porteuse du programme de rupture du Nouveau Front populaire.

Les seuls à vouloir desserrer l'étau budgétaire.

Depuis dix ans, l'exécutif macroniste tient les collectivités par les finances. Rappelons les chiffres : dès la campagne de 2017, Emmanuel Macron a fixé un objectif de **10 milliards d'euros d'économies** sur les dépenses de fonctionnement des collectivités, imposé via les contrats de Cahors. Depuis, l'étau ne s'est jamais desserré : **hausse de 12 points en quatre ans** des cotisations retraite (CNRACL) versées par les collectivités employeuses, **fonds vert divisé par plus de deux** (de 2,5 à 1,15 milliard d'euros), gel de la TVA reversée aux communes coûtant **1,2 milliard d'euros**, et un nouveau prélèvement (« Dilico ») d'**1 milliard d'euros** sur plus de 2 000 collectivités. Au total, malgré la communication officielle limitant l'effort à 2,2 milliards d'euros, l'Association des maires de France et le Comité des finances locales chiffrent la ponction réelle 2025 à environ **7,3 milliards d'euros**. Voilà le bilan de dix ans de macronisme pour nos communes : moins de moyens, plus de charges, et des élus sommés de « faire avec ».

Face à cela, **nous sommes la seule force à porter, sans ambiguïté, l'exigence de desserrer cet étau** : indexation de la dotation globale de fonctionnement sur l'inflation, arrêt des ponctions et des gels de recettes, fin de la logique de contractualisation punitive. Ce n'est pas un slogan : c'est la condition pour que les communes gardoises retrouvent une capacité d'action.

Nos concurrents de la majorité départementale : gérer la pénurie plutôt que la combattre.

La liste conduite par Denis Bouad, comme les autres candidatures issues de la majorité du Conseil départemental, se présente en gestionnaire loyal de ces « **budgets contraints** » — c'est le registre même de leurs courriers aux maires. On y parle d'union, de vigilance, de défense des collectivités dans « un contexte difficile ». Mais nulle part on n'y trouve l'exigence claire d'en finir avec la trajectoire budgétaire qui a produit ce contexte. Gérer la contrainte n'est pas la combattre. Or c'est précisément cette différence qui doit guider votre vote le 27 septembre.

La France insoumise est aujourd'hui le premier groupe de gauche à l'Assemblée nationale. C'est ce groupe qui, budget après budget, porte la bataille contre l'austérité imposée aux collectivités. Nous voulons porter ce même combat au Sénat, où la gauche insoumise n'a aujourd'hui aucun élu, alors que le Palais du Luxembourg vote chaque année les textes qui asphyxient vos communes.

Quant à nos adversaires de droite et d'extrême droite, ils ne s'y trompent pas : **ils votent et défendent cette même austérité** qui étrangle les communes, quand ils ne réclament pas d'aller plus loin encore dans la baisse de la dépense publique locale.

Des urgences gardoises que plus personne ne peut ignorer.

Nous voulons une liste ancrée dans le Gard, pas hors-sol. Voici ce que nous voyons, partout, dans les communes :

→ **Sécurité civile en détresse**. Le SDIS du Gard a dû boucler son budget 2026 (147 M€) au prix de 4,2 M€ d'économies supplémentaires et d'une baisse de 10 % des dépenses de fonctionnement, tout en maintenant tant bien que mal sa capacité opérationnelle. Depuis le 8 septembre, les pompiers du Gard, comme partout en France, sont en grève pour réclamer des moyens humains et financiers à la hauteur des incendies et interventions qui ne cessent d'augmenter. La protection civile ne peut pas vivre indéfiniment de rigueur.

→ **Déprise agricole et viticole**. Des dizaines de milliers d'hectares de vignes arrachées ces dernières années, des exploitations qui ferment faute de revenu, un mitage et un abandon des terres qui aggravent aussi le risque incendie : la gestion des espaces agricoles gardois est une urgence à la fois économique, sociale et de sécurité civile.

→ **Régulation de l'eau**. Sécheresses à répétition, conflits d'usage entre agriculture, tourisme et eau potable : le Gard a besoin d'une gestion publique et concertée de la ressource, pas d'un désengagement de l'État qui laisse les communes arbitrer seules entre les besoins des habitants et ceux des cultures.

→ **Écoles en tension**. Manque de personnel, fermetures de classes en milieu rural et dans les quartiers populaires, bâtiments scolaires mal entretenus faute de moyens communaux : c'est aux communes qu'on demande de compenser, sans leur en donner les moyens.

Et pendant ce temps, le Conseil départemental, « **à l'os** », peine de plus en plus à remplir correctement ses missions de solidarité auprès des usagers gardois — pas par mauvaise volonté de ses agents, mais parce que l'État lui a retiré, année après année, les moyens d'agir.

Aux côtés des élus locaux, pour retrouver des moyens — pas seulement pour chercher des subventions.

Nous serons d'abord aux côtés des élus locaux gardois pour vous permettre de retrouver les moyens nécessaires à l'exercice de vos missions — pas seulement pour vous aider à chasser des subventions, comme le Conseil départemental et la Région continuent de le faire au détriment de tout le reste, et pas toujours sans contrepartie. La subvention au coup par coup ne remplace pas une ressource pérenne et prévisible. C'est cette ressource que nous voulons vous redonner.

Un « rempart » qui, sur le terrain, a servi de marchepied.

Denis Bouad se présente, avec ses partenaires du Conseil départemental et de la Région, comme un « **rempart** » contre l'extrême droite. C'est un discours que nous connaissons bien — et que les faits contredisent trop souvent.

Nous ne nous inscrivons pas dans cette tradition d'ambiguïté. Nous menons, sans concession, le même combat à l'Assemblée nationale comme dans le Gard : contre l'austérité qui étrangle vos communes, et contre l'extrême droite qui en profite.

Le 27 septembre, vous aurez le choix entre reconduire une gestion résignée de la pénurie, ou envoyer au Sénat une voix qui se bat vraiment pour que le Gard retrouve les moyens de ses communes, de ses pompiers, de ses écoles et de ses agriculteurs.

Nous comptons sur votre voix.

Jean-Baptiste Thibaud, Marie-Pierre Vaselli, Xavier Segura, Audrey Bonnet, Christophe Clément

senat.lfi30.fr
contact@senat.lfi30.fr

VENEZ NOUS RENCONTRER

- MARDI 15 SEPTEMBRE 18H - **SOMMIÈRES** - ESPACE LAWRENCE DURELL
- MERCREDI 16 SEPTEMBRE 19H - **TRESQUES** - SALLE COMMUNALE (AVENUE DE LA TAVE)
- VENDREDI 18 SEPTEMBRE 19H - **MONTARENT ET ST-MÉDIERS** - SALLE COMMUNALE
- LUNDI 21 SEPTEMBRE 18H - **ALÈS** - MAISON DU PEUPLE
- MARDI 22 SEPTEMBRE 18H30 - **LE VIGAN** - FOYER ALBOUY

LA FRANCE INSOUMISE

NOUVEAU FRONT POPULAIRE

ÉLECTION SÉNATORIALE - DIMANCHE 27 SEPTEMBRE 2026